



**CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES
VII^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
QUITO, ÉQUATEUR, DU 29 MAI AU 3 JUIN 2006**

Commission de l'environnement et du développement durable

Compte rendu

Présidente : M. le sénateur **Dudley Lucia**, Antilles néerlandaises

Rapporteur : M. le député **Efraín Villanueva Arcos**, Mexique

Réunie pour explorer le thème « Incidences des accords commerciaux sur la protection de l'environnement et adoption de politiques propres à assurer le développement durable », la Commission a amorcé ses travaux et accueilli les personnalités suivantes :

- M^{me} **Lorena San Román**, vice-présidente pour l'Amérique latine de « Geen Acres Environmental Services ».
- M. **Robert Hofstede**, coordonnateur régional du Programme de l'Union mondiale pour la nature (UICN).
- M. **Miguel Solanes**, conseiller régional de la CEPALC en matière des droits relatifs à l'eau et de réglementation des services.
- M. **José Sandoval**, député, vice-président de la Conférence des membres des Congrès et des Assemblées législatives des États mexicains.

Les considérations suivantes sont ressorties des interventions des participants et de l'interaction entre les personnes présentes :

- Chaque pays devra se doter d'une stratégie nationale en matière de développement durable pour faire en sorte que son développement économique s'effectue d'une manière socialement responsable et que les générations futures puissent avoir encore accès à des ressources naturelles et à un environnement relativement intègres.
- Les parlementaires doivent veiller à ce que les lois et règlements nationaux, des États, provinciaux et locaux qu'ils adoptent ou améliorent puissent servir d'instruments propres à assurer l'application des politiques sur l'environnement et le développement.
- La question de l'environnement a été pratiquement exclue du projet de création d'une zone de libre-échange des Amériques, et ce, en raison de positions antagoniques fondées en partie sur le protectionnisme et l'accès aux marchés, d'une part, et sur la structure de coûts et la concurrence, d'autre part. On devra remédier à cet état de choses.

- On a fait référence à une étude sur les processus d'intégration en voie de réalisation en Amérique, dont voici les principales conclusions :
 - o Une intégration continentale réussie devra reposer sur la mise en place de structures orientées vers le développement durable.
 - o Le débat sur la difficulté de concilier commerce et protection de l'environnement devra évoluer.
- Le secteur parlementaire de l'Amérique latine a besoin d'être mieux informé et renseigné sur les accords internationaux, régionaux et sous-régionaux en matière d'environnement. C'est pourquoi la COPA, en plus de profiter de l'initiative du PNUE concernant le projet de citoyenneté environnementale mondiale, se doit de promouvoir l'idée de doter la région d'un centre de formation virtuel en matière d'environnement et de développement durable afin de concevoir un cadre juridique propre à aider les pays à élaborer leurs propres lois et règlements en ces matières.
- L'un des objectifs du Millénaire pour le développement qui ont été approuvés par les Nations Unies étant de veiller à ce que la planète puisse jouir d'un environnement durable, nous nous devons de progresser sur quatre fronts :
 - o Préservation de la biodiversité
 - o Équité sociale dans la gestion environnementale
 - o Gestion intégrée des ressources naturelles
 - o Gouvernance soucieuse de l'environnement, par l'adoption de lois et la conclusion d'accords visant une saine gestion environnementale.
- Afin de développer les connaissances scientifiques sur la biodiversité, le Parlement andin s'apprête à doter la Communauté andine des Nations d'un instrument institutionnel, à savoir l'Institut andin de la biodiversité.
- Il a été proposé que tous les pays qui sont signataires d'accords commerciaux et qui n'ont pas encore de législation adéquate visant la protection de l'environnement veillent à renforcer leur cadre juridique afin d'éviter les conflits entre investisseurs internationaux et groupes humains qui utilisent les biens communs pour leur propre subsistance, car nous nous devons de considérer illégale toute utilisation d'un bien commun à des fins lucratives privées. Pour que les tribunaux de médiation et d'arbitrage soient à la hauteur de la dimension des conflits actuels, il faudra notamment que chaque pays dispose d'un système d'appels fiable et transparent et prenne soin de s'inspirer des principes juridiques existants dans d'autres pays du monde ainsi que des conventions et accords internationaux et régionaux sur l'environnement.
- Une attention spéciale doit être accordée aux politiques macroéconomiques qui peuvent être aussi bien bénéfiques que dévastatrices pour les ressources naturelles.
- En Amérique latine, il faudra attacher plus d'importance à la valeur des ressources naturelles en fournissant à la société des services de protection de l'environnement, de sorte qu'il sera nécessaire de légiférer sur ces questions. De même, les processus de surveillance et d'évaluation des impacts environnementaux devront être améliorés.
- Il faudra que les parlementaires revoient Action 21, exercent des pressions en faveur de l'élaboration de plans locaux d'Action 21 et accordent davantage d'attention aux aspects éthiques.
- On estime en outre que, pour renforcer les concepts d'environnement écologiquement durable et les principes éthiques qui doivent régir la gestion et l'utilisation de l'environnement, il faudra déployer davantage d'efforts en matière d'éducation environnementale axée fondamentalement sur les besoins des générations futures.